

L'Europe et sa première crise monétaire.

Bonn et Paris en novembre 1968

Andreas WILKENS

«Pour la première fois depuis la guerre, une offensive conjuguée des trois 'alliés occidentaux' à Bonn s'est achevée sur une déroute».¹ Si le très sérieux journal *Le Monde* employait dans son commentaire des termes habituellement réservés à la presse de boulevard, c'est que l'affaire était sérieuse. Elle l'était d'autant plus que le même son de cloche résonnait également, avec plus d'acuité encore, dans les journaux d'outre-Manche et parfois même d'outre-Atlantique, et là aussi, non seulement dans les colonnes des tabloïds. Les diplomates, quant à eux, n'étaient pas en reste: «les Allemands bombaient le torse», fut le commentaire rétrospectif de l'ambassadeur français à Bonn, François Seydoux. «On nous traita sans miséricorde. Voilà à quoi menait la politique de la grandeur: la République fédérale se substituait à la France et s'emparait en Europe occidentale de la direction»!² Guère besoin de multiplier les citations chargées ou non d'allusions historiques lourdes, pour se rendre à l'évidence: une fois de plus, les Allemands ne s'étaient pas fait que des amis.

En effet, lors de la crise monétaire de l'automne 1968, à l'occasion de la réunion du «Groupe des Dix» du 20 au 22 novembre à Bonn, le gouvernement allemand s'était obstinément refusé à réévaluer le mark. En même temps, le franc semblait être condamné à la dévaluation et la livre sterling avait le plus grand mal à ne pas décrocher. Le maintien de cette position face aux demandes unanimes, bien que différemment motivées, des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne a été perçu comme un signal important: l'Allemagne aurait non seulement reconstruit une économie débordante de puissance, mais elle serait désormais aussi décidée à se débarrasser de ses inhibitions et à tirer tout le profit, sur le plan politique, de son poids économique et monétaire. Ce qui est certain, c'est que l'enjeu monétaire avait fait irruption sur la scène européenne d'une manière spectaculaire et le gouvernement allemand, malgré les injonctions, ne réagissait pas selon les attentes de la plupart des chancelleries occidentales. Pour la première fois aussi, l'attention des médias et de l'opinion publique était braquée sur les rapports monétaires internationaux. Enjeu dorénavant crucial de la politique européenne, la question d'apparence si technique de l'ajustement des taux de change devenait irrésistiblement aussi une affaire d'image et de représentations.

Les fortes irritations qui ont pu surgir à l'époque face à l'«intransigeance» du gouvernement de Bonn, nous amènent à regarder de plus près le processus de déci-

1. P.-J. FRACESCHINI, *Le nain allemand sur les épaules du géant*, in: *Le Monde*, 23.11.1968.

2. F. SEYDOUX, *Dans l'intimité franco-allemande. Une mission diplomatique*, Ed. Albatros, Paris, 1977, pp.130-131. Avec la même verve, le télégramme de Seydoux (Bonn) à Paris, 23.11.1968, in: *Documents diplomatiques français*, 1968, t.2, n°403 (par la suite: DDF).

sion, notamment du côté allemand. En focalisant l'analyse sur la deuxième moitié de l'année 1968, nous proposons d'examiner au plus près les mobiles, les arguments et les objectifs des différents acteurs impliqués: de quel ordre étaient les raisonnements? Confirment-ils l'idée selon laquelle l'Allemagne fédérale changeait de ton et de registre en rompant avec la ligne traditionnelle de «retenue» et de recherche constante du consensus? Ou alors, y avait-il de tout autres facteurs qui entraient en ligne de compte?

Au départ, il est essentiel de rappeler l'évolution économique de l'Allemagne fédérale en 1968 et les circonstances qui ont conduit à la pression sur le mark et, par voie de conséquence, sur le gouvernement de Bonn. L'examen des différentes positions mène à s'interroger sur les intérêts en jeu et la gestion de la crise à plusieurs niveaux: à l'échelle allemande, au niveau bilatéral France-Allemagne comme au niveau international. Force est de replacer cette première crise monétaire proprement «européenne» dans le contexte plus large du déclin du système de Bretton Woods dont elle est l'expression évidente. Il y aura dès lors lieu de mettre en évidence le lien entre le «clash» monétaire de 1968 et les premières tentatives de concevoir les bases d'une Union économique et monétaire au niveau de l'Europe communautaire.

I. L'évolution économique en Allemagne: excédents après la crise

Le gouvernement de la «Grande coalition» au pouvoir à Bonn a été formé en décembre 1966 après l'échec du chancelier Ludwig Erhard face à la surprenante première crise économique que l'Allemagne venait de connaître. En effet, pour la première fois depuis les débuts de la reconstruction de l'après-guerre, le produit intérieur brut enregistré un léger recul: moins 0,4% net pour l'ensemble de l'année 1967. Pour la première fois aussi, le chômage était en augmentation sensible, atteignant des chiffres record (2,5%) en février 1967. Les raisons de cette crise étaient multiples. Elles tenaient à la fois à la gestion de la conjoncture et des dépenses publiques et à la fin du cycle de croissance de l'après-guerre.³

La première tâche du nouveau gouvernement sous l'égide du chancelier chrétien-démocrate Kurt Georg Kiesinger et du vice-chancelier social-démocrate Willy Brandt consistait à relancer, dans toute la mesure du possible, la production industrielle tout en maîtrisant les dépenses budgétaires. Dès le début de 1967, le gouvernement décidait une série de mesures afin de rétablir la confiance et de favoriser la reprise de la conjoncture.⁴

3. H. GIERSCHE, K.-H. PAQUE, H. SCHMIEDING (éd.), *The fading miracle. Four decades of market economy in Germany*, Cambridge University Press, Cambridge, 1992, pp.141-150; *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank für das Jahr 1967*, p.105; V. HENTSCHEL, *Ludwig Erhard. Ein Politikerleben*, Olzog, Munich, 1996, pp.613 sqq.; W. ABELSHAUSER, *Deutsche Wirtschaftsgeschichte seit 1945*, Beck, Munich, 2004, pp.288-292.
4. K. SCHÖNHOFEN, *Wendejahre. Die Sozialdemokratie in der Zeit der Großen Koalition 1966-1969*, Verlag Dietz, Bonn, 2004, pp.130-149 et 330-351.

Le ministre social-démocrate de l'Economie, Karl Schiller se présentait à la fois comme artisan et théoricien de cette relance de style keynésien. Il se faisait fort d'avoir inventé une économie sociale de marché «éclairée» qui, selon lui, tranchait avec l'empirisme sinon la naïveté de l'époque d'Erhard. Ses formules *Aufschwung nach Maß* (relance sur mesure), *Globalsteuerung* (gestion des grands équilibres) et *konzertierte Aktion* (action concertée entre le gouvernement, le patronat et les syndicats) faisaient fortune et accréditaient l'idée selon laquelle l'évolution conjoncturelle était, dans une large mesure, le résultat d'une action volontariste. En tout cas, les effets étaient rapidement au rendez-vous. Dès le milieu de l'année 1967, on enregistrait les premiers signes d'un retournement de la conjoncture qui, depuis lors, allait en s'accroissant. La croissance nette du PIB, en 1968, se chiffrait à 7,3%; en 1969, elle atteignait même 8,2%. Le chômage se trouva en net recul et, dès 1968/69, la main-d'œuvre commença à manquer dans de nombreuses branches industrielles.⁵

Le revers de la médaille était le développement d'un excédent commercial considérable, creusé par des circonstances particulières: la consommation intérieure en Allemagne restait, suite à la récession, relativement faible en 1967/68, conséquence aussi de la modération salariale dont les syndicats avaient fait preuve. D'autre part, l'inflation était contenue, ce qui procurait à l'industrie allemande un avantage compétitif sur ses concurrents étrangers aux prises, eux, avec des taux d'inflation de l'ordre de 5%. Pour ne rien arranger, l'augmentation du pouvoir d'achat en France, consécutive aux «accords de Grenelle», jouait, elle aussi, directement en faveur des exportations allemandes.

La demande massive de marks s'expliquait ainsi d'abord par l'accélération de l'activité économique en Allemagne, ensuite par la faiblesse simultanée des autres monnaies importantes, ce qui, par la suite, devait déclencher un mouvement spéculatif de grande ampleur. La balance des paiements déficitaire des Etats-Unis, le déclin de l'économie britannique et les événements de mai 68 en France firent que des capitaux flottants (*hot money*) cherchaient massivement des placements en marks ou en francs suisses.

Si, dès le printemps de l'année 1968, la monnaie allemande était considérée comme susceptible d'être réévaluée, le mouvement allait en s'accroissant depuis le début de l'automne.⁶ Une revalorisation du mark pouvait théoriquement servir à mieux équilibrer les comptes extérieurs en renchérissant les exportations tout en facilitant les importations d'une part, et d'autre part à dissuader l'afflux de capitaux étrangers à court terme. Cependant, sur le plan économique la décision de procéder ou non à la réévaluation dépendait dans une large mesure des pronostics: les excédents de la balance des paiements étaient-ils désormais durables et «structurels» – condition

5. Cf. T. LÜTJEN, *Karl Schiller (1911-1994). 'Superminister' Willy Brandts*, Verlag Dietz, Bonn, 2007, pp.224-250; G. METZLER, *Konzeptionen politischen Handelns von Adenauer bis Brandt. Politische Planung in der pluralistischen Gesellschaft*, Schöningh, Paderborn, 2005, pp.315-327; K. SCHILLER, *Preisstabilität durch globale Steuerung der Marktwirtschaft*, Walter Eucken Institut, Tübingen 1966; DEUTSCHE BUNDESBANK (éd.), *Währung und Wirtschaft in Deutschland 1976-1975*, Fritz Knapp, Francfort, 1976, p.648.

6. *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank für das Jahr 1968*, pp.38-40.

énoncée par le FMI pour procéder à un ajustement des taux de change? Dans quelle mesure étaient-ils nécessaires pour financer les exportations de capitaux ou encore des charges extraordinaires, comme le stationnement des troupes alliées en Allemagne?⁷ Sur ces points, les avis des principaux acteurs divergeaient sensiblement. Mais d'autres facteurs, liés aux enjeux de la politique intérieure, rajoutaient encore à la complexité de la question.

II. La réévaluation dans le débat intérieur allemand: «croissance sur mesure» ou surchauffe?

Le premier groupe d'acteurs à se prononcer assez clairement en faveur d'une revalorisation fut le conseil des «sages», organe consultatif et indépendant du ministère de l'Economie.⁸ Dans une expertise spéciale présentée au chancelier le 3 juillet 1968, la majorité des professeurs d'économie plaidait clairement en faveur d'un relèvement rapide du cours du mark.⁹ Selon l'argumentation, il s'agissait d'éviter une inflation de rattrapage (*Anpassungs-inflation*), corollaire inévitable des excédents importants de la balance des paiements. Parallèlement, des mesures ciblées devraient stimuler la consommation des ménages et les investissements publics. À vrai dire, les «sages» avaient l'habitude de ne voir leurs conseils que modérément suivis depuis qu'ils avaient recommandé, sans succès, l'introduction d'un système de taux de change flexibles ou des adaptations plus fréquentes dès 1964. Là aussi, le principal objectif invoqué avait été la protection contre l'évolution inflationniste à l'extérieur.

Plus important était l'avis de la Bundesbank. Historiquement, la banque centrale s'était montrée fermement opposée aux changements de parité, ne cédant que *in extremis* au premier renchérissement du mark, en mars 1961. Dans la nouvelle crise, contrairement à ce qui est souvent affirmé, elle mettait également du temps à virer de bord. Lors d'un conseil des ministres tenu à Bonn, le 2 septembre 1968, Karl Blessing, le président de la banque centrale, affirmait sans ambages qu'il n'y avait «aucune raison de considérer une réévaluation» du mark.¹⁰ Les comptes rendus des séances du conseil de la banque centrale des mois de septembre et octobre ne font état d'aucune demande de réévaluation. L'exportation de capitaux, qui était particulièrement importante aux mois de juillet à septembre, semblait établir l'équilibre – certes précaire – de la balance des paiements. Et encore: le 7 novembre, Otmar Emminger, membre important du conseil, se veut rassurant en détaillant que la hausse des ex-

7. H. ZIMMERMANN, *Money and Security. Troops, monetary policy, and West Germany's relations with the United States and Britain, 1950-1971*, CUP, Cambridge, 2002.

8. Le *Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung* avait été mis en place en 1964.

9. Sondergutachten vom Juli 1968, *Deutscher Bundestag*, 5^e législature, *Drucksache VI/100*, pp.119-120.

10. Séance n°136 du 02.09.1968, in: *Die Kabinettsprotokolle der Bundesregierung, 1968*, Oldenbourg Verlag, Munich, 2011, p.331.

portations s'expliquerait en bonne partie par l'anticipation extraordinaire des commandes, dans l'attente d'une éventuelle revalorisation du mark. En septembre, selon lui, les commandes venant de l'étranger, compte tenu des variations saisonnières, auraient même diminué. Et Emminger de constater enfin une «normalisation de la situation monétaire internationale», qui se trouverait «seulement de nouveau troublée, ces derniers jours, par la reprise des spéculations autour d'une réévaluation du mark».

Ces considérations du 7 novembre contrastent avec le récit rétrospectif d'Emminger qui fait état d'une décision favorable à la réévaluation à la «fin août».¹¹ En réalité, la banque centrale allemande dressait longtemps un tableau balancé des perspectives de la conjoncture allemande et ne se convertit à la recommandation de la réévaluation qu'au cours de la première moitié de novembre! À partir de ce moment seulement, la Bundesbank se fait, en effet, l'avocat déterminé d'un renchérissement du mark.¹² Cette mesure lui paraissait désormais indispensable pour modérer la demande extérieure et pour combler le différentiel d'inflation qui s'était creusé entre l'Allemagne et ses principaux partenaires. La Bundesbank préconisait ainsi une mesure «anti-inflationniste» à partir du moment où elle commençait à s'inquiéter sérieusement des signes convergents d'une surchauffe de l'économie allemande.

De son côté, le ministre de l'Economie, Karl Schiller, au sortir de l'été et à l'automne, entendait encore continuer à favoriser la croissance de l'économie allemande, entamée depuis à peine plus d'un an, et dont il engrangeait largement les bénéfices politico-médiatiques. Il est vrai que, tant que les salariés allemands n'avaient pas réellement profité du retour de la croissance, il était difficile de donner le signal d'un freinage de la conjoncture en bridant les exportations. Ainsi, le 27 août 1968, Schiller expliquait à son homologue britannique Roy Jenkins que la réévaluation du mark, «dans la phase actuelle de notre reprise qui n'est pas encore entièrement assurée» était «totalement hors de propos». Le chancelier de l'échiquier semblait acquiescer.¹³

L'autre «poids lourd» du gouvernement qui avait voix au chapitre en matière de politique monétaire était Franz Josef Strauß, le ministre des Finances et chef du parti bavarois chrétien-social (CSU). Homme politique généraliste, qui avait occupé sous Adenauer les ministères des Questions atomiques et de la Défense, Strauß n'était pas particulièrement sensible aux conseils orthodoxes de la Bundesbank ou des experts indépendants. Sa priorité était de garantir la poursuite de l'expansion et plus parti-

11. Historisches Archiv der Deutschen Bundesbank, Francfort (par la suite: HA Buba), B330, Drs142, Protokoll der 275. Sitzung des Zentralbankrats der Deutschen Bundesbank, 24.10.1968, p.6; Protokoll der 276. Sitzung des Zentralbankrats der Deutschen Bundesbank, 07.11.1968, pp.8-9; O. EMMINGER, *D-Mark, Dollar, Währungskrisen. Erinnerungen eines ehemaligen Bundesbankpräsidenten*, DVA, Stuttgart, 1986; idem., *Deutsche Geld- und Währungspolitik im Spannungsfeld zwischen innerem und äußerem Gleichgewicht (1948-1975)*, in: DEUTSCHE BUNDESBANK (éd.), *Währung und Wirtschaft in Deutschland 1876-1975*, Fritz Knapp, Francfort, 1976, pp.485-554.
12. Bundesarchiv Koblenz (par la suite: BAK), B136, vol.7410, Intervention de Blessing lors de la réunion avec les principaux membres du gouvernement, 18.11.1968.
13. HA Buba, B330, vol.246, Résumé de Schiller à Kiesinger, 03.09.1968.

culièrement, la défense des intérêts de l'industrie exportatrice. En tant que ministre des Finances, il chiffrait le coût global d'une réévaluation pour le budget de l'Etat à 6 milliards de mark.¹⁴

Devant les députés chrétiens-démocrates, réunis à huis clos le 25 novembre 1968, Strauß ne faisait guère mystère de ses préoccupations principales.¹⁵ Au-delà des aspects économiques, il insistait longuement, bien que souvent par allusion, sur les répercussions d'une réévaluation sur l'équilibre de la politique intérieure. En clair: une éventuelle revalorisation toucherait d'abord, par le biais des prix fixés au niveau européen, le revenu des agriculteurs.¹⁶ Bien qu'il eût été possible de trouver, d'une manière ou d'une autre, des compensations financières, le trouble ainsi créé dans le monde agricole constituait un risque politique assez conséquent, surtout pour celui qui avait son fief électoral dans des régions largement rurales. Il est vrai que le NPD, le parti d'extrême droite, avait pu entrer dans certains parlements régionaux les mois précédents.

D'autres arguments mis en avant par Strauß avaient des traits plutôt rustiques et polémiques. Il en allait ainsi de son idée préférée qu'il fallait «guérir la maladie chez le malade et ne pas mettre celui en bonne santé [le mark] au niveau du malade». Si «une politique inflationniste» en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis avait donné un avantage concurrentiel à l'économie allemande, il incomberait à ces mêmes pays de remédier aux causes du déséquilibre. Une certaine presse populaire répercutait volontairement ce type de discours. Par contre, en interne, les analyses produites au ministère des Finances (comme au ministère de l'Economie) étaient tout à fait nuancées. Une confrontation de tous les arguments en cours arrivait au résultat prudent qu'une réévaluation «ne devrait pas être prise en considération pour l'instant» en raison notamment du risque de revers pour la conjoncture et des conséquences pour l'agriculture. Mais en avertissant en même temps que le maintien de la stabilité des prix pourrait s'avérer «très difficile».¹⁷

Au total, un large éventail de raisonnements et de motivations était présent dans le débat sur l'opportunité d'une revalorisation du mark en cet automne 1968. Schématiquement, on peut distinguer les avis des experts, en général plutôt favorables au renchérissement de la monnaie, les politiques qui s'y montraient hostiles et la Bundesbank qui s'y résoudrait assez tardivement. Quant aux représentants des associations industrielles, ils fournissaient au gouvernement de véritables argumentaires

14. Discours de Strauß devant le Bundestag, 13.11.1968, *Stenographische Berichte*, 5^e législature, pp.10476-10482; *Ich höre lieber Gebell als Geheul* (interview), in: *Der Spiegel*, 16.12.1968, pp.36-41. Cf. aussi J.S. EICHHORN, *Durch alle Klippen hindurch zum Erfolg. Die Regierungspraxis der ersten Großen Koalition (1966-1969)*, Oldenbourg Verlag, Munich, 2009, pp.150-158.

15. Archiv für Christlich-Demokratische Politik (Sankt-Augustin/Bonn), Compte rendu de la séance du groupe parlementaire de la CDU/CSU, 25.11.1968.

16. Selon les calculs, un taux de réévaluation de 5% entraînait une perte de revenu pour les agriculteurs de l'ordre de 1,25 milliard de marks.

17. BAK, B126, vol.51752, Ministère des Finances, Abt.I (Albrecht), Betr.: Aufwertung der D-Mark, 09.10.1968.

afin qu'il ne touche surtout pas au taux de change en vigueur.¹⁸ Si les industriels défendaient leurs intérêts particuliers, le débat «technique» était largement légitime avant que la vague de capitaux spéculatifs ne pousse l'ensemble du système monétaire à l'épreuve.

III. Les ratés des consultations franco-allemandes et internationales

Au niveau européen, la question du réajustement des parités monétaires touchait en premier lieu les relations entre la France et l'Allemagne en raison de leur rôle dans la CEE, de l'importance de leurs échanges commerciaux et de l'évolution contraire de leurs monnaies respectives. Or, on constate que la concertation et même le simple échange d'informations entre Paris et Bonn à ce sujet tardaient à s'engager et se trouvaient marqués par des défaillances éclatantes. Tout indique que la crise monétaire imminente n'a été évoquée d'aucune manière lors des consultations franco-allemandes régulières tenues à la fin du mois de septembre à Bonn, bien que l'éventualité d'une réévaluation du mark eût été déjà vivement discutée en Allemagne et dans la presse internationale tout au long de l'été. Dès le lendemain des «événements» du mois de mai, on avait aussi évoqué, à Paris, l'hypothèse d'une dévaluation du franc.¹⁹ Pour beaucoup d'observateurs, les fortes augmentations de salaires, tout comme l'accroissement massif du crédit devaient quasi inéluctablement déboucher sur une dévaluation. Ce calcul attisait à son tour la spéculation. Faisait-on l'impasse, entre Paris et Bonn, sur ce sujet hautement sensible, par peur de l'évoquer dans un contexte bilatéral déjà passablement tendu au lendemain de l'occupation de la Tchécoslovaquie? En même temps, l'idée était répandue selon laquelle l'économie française surmontait «avec une rapidité surprenante» les conséquences de la crise, estimation qui avait même conduit le gouvernement de Maurice Couve de Murville à lever le contrôle des changes, dès le mois de septembre.²⁰

Toujours est-il que le ministère allemand de l'Economie avait préparé un plan traçant le chemin vers une Union économique et monétaire pour en discuter lors des consultations avec Paris. L'élaboration faisait partie de l'«initiative européenne» plus large que Brandt allait en effet présenter au nom du gouvernement allemand lors du

18. BAK, B126, vol.51752, H.J. Abs [président du conseil d'administration de la Deutsche Bank], Zur Frage einer D-Mark-Aufwertung, mi-septembre 1968; The case against the case against the case of revaluation, Streng vertrauliche Unterlage, non signé, mi-octobre 1968.
19. Cf. les comptes rendus des entretiens de Gaulle-Kiesinger et Brandt-Debré des 27 et 28 septembre 1968 à Bonn, in: *Akten zur Auswärtigen Politik der Bundesrepublik Deutschland 1968* (par la suite: AAPD), Oldenbourg Verlag, Munich, 1999, n°312-314, 316-318. Pour le résumé français: DDF 1968 II, n°279. Pour la discussion à Washington, cf. Memorandum from Secretary of the Treasury Fowler to President Johnson, 06.06.1968, in: *Foreign Relations of the United States 1964-1968*, vol.VIII: *International Monetary and Trade Policy*, n°199 (par la suite: FRUS).
20. Politisches Archiv des Auswärtigen Amts, Berlin (par la suite: PAAA), B52, vol.596, von Dohnanyi, secrétaire d'Etat au ministère de l'Economie, à Lahr, secrétaire d'Etat à l'*Auswärtiges Amt*, 11.10.1968.

conseil des ministres à Bruxelles, le 27 septembre.²¹ Or, au cours des entretiens avec Charles de Gaulle et ses ministres, le projet ne sortit pas des cartons. Il est néanmoins intéressant de retenir ce qui était précisément prévu dans son volet économique et monétaire: au titre de l'«approfondissement» de la politique européenne, le papier table sur une «harmonisation» de la politique économique des Etats membres destinée à créer les conditions pour une harmonisation ultérieure de la politique monétaire. L'engagement sur des objectifs concrets en matière de croissance et de stabilité des prix devait ainsi permettre, dans une deuxième étape, de réaliser une «politique commune» comprenant la libéralisation des mouvements de capitaux, l'abandon des changements de parités avec, en ligne de mire, l'élimination des marges de fluctuation, i.e. l'établissement de parités définitivement fixées. Dans les débats monétaires naissants, les grandes lignes commençaient ainsi à être déterminées. On reconnaît sans difficulté l'approche «économiste» allemande, mettant la convergence des données économiques avant les engagements en matière monétaire. Or, à Bruxelles, l'«initiative européenne» ne rencontrait qu'un intérêt poli et s'enlisait par la suite.²²

La première démarche officielle du gouvernement français consistait en un message du Premier ministre Couve de Murville destiné au chancelier Kiesinger en date du 9 novembre 1968. «Les excédents massifs et constants de la balance des comptes de la République fédérale», estimait-il, auraient créé «sur tous les marchés une situation fondamentalement malsaine». ²³ La France, en raison de sa situation non encore consolidée «après les troubles récents», en supporterait «un préjudice particulier». Malgré un ton inhabituellement pressant, la suite du message s'abstenait à exiger la réévaluation du mark de manière directe et se limitait à demander au gouvernement allemand de mettre sans délai un terme aux incertitudes, ou bien par la réévaluation ou bien par une mise au point officielle et des mesures univoques excluant «pour le présent et pour l'avenir» tout changement de parité.

Il est possible que l'ambiguïté relative de cette démarche ait pu accréditer l'idée selon laquelle Paris n'était pas exclusivement fixé sur une réévaluation et pourrait aussi, à la limite, se contenter d'autres mesures, pour peu qu'elles mettent un terme à la spéculation. De surcroît, le sens du message paraît brouillé par «l'aveu» surprenant que les excédents de la balance seraient «le résultat d'un ensemble de circonstances qui sont le fait non pas tellement de l'Allemagne que de ses principaux partenaires occidentaux».

En tout cas, un des «ratés» de la gestion de la crise consista dans le délai que le gouvernement allemand employa à réagir à la démarche française dont le caractère urgent ne pouvait toutefois échapper à personne. Kiesinger s'étant retiré pendant le week-end à Tübingen, l'ambassadeur Seydoux transmit le message par défaut au vice-

21. BAK, B102, vol.51042, Aufzeichnung zur deutsch-französischen Konsultation am 27. September 1968, 24.09.1968. Texte du discours: W. BRANDT, *Reden und Interviews 1968-1969*, Bonn, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, [1969], pp.76-81. Sur la genèse de l'initiative en juin 1968, cf. H. TÜRK, *Die Europapolitik der Großen Koalition 1966-1969*, Oldenbourg Verlag, Munich, 2006, pp.163-167.

22. Compte rendu du représentant permanent allemand Sachs, 27.09.1968, in: AAPD 1968, n°315.

23. BAK, B126, vol.51752, Texte de la démarche, en français et en traduction allemande.

chancelier et ministre des Affaires étrangères Brandt. Celui proposa immédiatement d'envoyer Schiller pour consultation, mais en réalité il a fallu attendre le 14 novembre pour que Bonn délègue à Paris son spécialiste des questions monétaires, le secrétaire d'État à l'Économie, Johann Baptist Schöllhorn.²⁴

Le compte rendu de l'entretien, mené – selon l'euphémisme de rigueur – dans une atmosphère «particulièrement fraîche», avec le ministre des Finances, François-Xavier Ortoli, reflète le raidissement ultérieur de la position française. Compte tenu de l'ampleur de la sortie de devises à laquelle la France devait faire face, et qui fut chiffrée à 100 millions de dollars par jour, la demande d'une réévaluation du mark d'un taux autour de 10% fut alors clairement formulée. Ortoli se montrait en même temps plus que réticent à l'idée d'une action concertée, que ce soit sous la forme d'un réajustement des taux de change au niveau international ou sous la forme d'un élargissement (provisoire) des marges de fluctuation. Sans vouloir entrer dans une discussion approfondie, le ministre français se réservait le recours à de «mesures drastiques» en cas de non-réévaluation consécutive du mark. Schöllhorn rentra de Paris bredouille, et Bonn était stupéfait de se trouver désigné ainsi comme unique responsable des troubles monétaires. Schöllhorn n'avait sans doute pas reçu d'instructions précises pour son entrevue, puisque dès le 13 novembre il avait été arrêté que la discussion décisive sur les mesures à prendre du côté allemand allait avoir lieu entre Kiesinger et Schiller, le 18 novembre. En conséquence, ce fut seulement le lendemain que le chancelier répondit officiellement à la démarche de Couve de Murville. Le contenu de son message avait tout pour désappointer Paris: Bonn se décidait contre toute réévaluation du mark et entendait se limiter à des mesures fiscales et financières afin de réduire l'excédent commercial.²⁵

De son côté, le gouvernement britannique n'hésitait pas à employer les gros moyens. La livre sterling avait été dévaluée exactement un an auparavant, le 18 novembre 1967, sans que cette mesure ait réussi à redresser la situation désastreuse de la balance des paiements.²⁶ Dans ce contexte, l'objectif de Londres consistait à éviter à tout prix une deuxième dévaluation, d'autant plus redoutée que les détenteurs de la livre en tant que monnaie de réserve pourraient saisir l'occasion pour s'en débarrasser au plus vite. Aux autres pays donc de réajuster leurs taux de change: l'Allemagne fortement vers le haut, et dans ce cas – mais dans une mesure faible – la France vers le bas.²⁷ Devant les réticences allemandes, le gouvernement de Sa Majesté se décida, très

24. Entretien Kiesinger-Seydoux, 29.11.1968, in: AAPD 1968, n°396; Seydoux (Bonn) à Paris, 29.11.1968, in: DDF 1968 II, n°421; PAAA, B150, vol.143, Note d'Osterheld (chancellerie), 17.12.1968 (AAPD 1968, n°396, note 4). F. SEYDOUX, op.cit., pp.128-129, indique par erreur que la proposition de consultation était contenue dans le message de Couve de Murville. Cf. aussi B. SCHOENBORN, *La mésentente apprivoisée. De Gaulle et les Allemands, 1963-1969*, PUF, Paris, 2007, p.131.

25. PAAA, B 52, vol.582, Compte rendu par Schöllhorn, 15.11.1968; BAK, B102, vol.51177, Compte rendu établi par Hanemann, sans date; BAK, B126, vol.51752, Karl Carstens, chef de la chancellerie, à Strauß, 13.11.1968; Kiesinger à Couve de Murville, 19.11.1968.

26. C.R. SCHENK, *The Decline of Sterling. Managing the Retreat of an International Currency, 1945-1992*, CUP, Cambridge, 2010, pp.155-205.

27. BAK, B102, vol.51177, Roy Jenkins à Schiller, [19.11.1968].

tardivement, de faire le forcing: convoquant d'urgence l'ambassadeur Herbert Blankenhorn au 10 Downing Street, le 20 novembre 1968, à minuit passée, afin de lui transmettre un message pour Kiesinger, le Premier ministre Harold Wilson utilisa un ton volontairement cassant. L'attitude allemande serait «irresponsable», voire «intolérable». Les documents aujourd'hui disponibles confirment ce qui, à l'époque, n'était que rumeur: Wilson alla jusqu'à évoquer un retrait des troupes britanniques stationnées en Allemagne.²⁸ Certes, ce ne serait pas une mesure de représailles. Mais, faisait-il comprendre, la non-réévaluation du mark rendrait le maintien des troupes britanniques par trop onéreux! On sait aujourd'hui que Wilson se sentit d'autant plus libre dans ses propos qu'il avait reçu, quelques heures plus tôt, un message du président Lyndon B. Johnson confirmant la forte pression américaine pour une réévaluation du mark – de l'ordre de 10% – accompagnée d'une dévaluation du franc de l'ordre de 5%.²⁹ Si l'on n'aboutissait pas à ce genre de résultats, craignait Londres, la parité de la livre serait impossible à tenir à la réouverture des marchés après le week-end.³⁰

Il est intéressant de noter que des entretiens potentiellement plus constructifs avaient lieu, au niveau franco-allemand, à un endroit inattendu. À l'occasion de la réunion des gouverneurs des banques centrales à Bâle, du 16 au 18 novembre 1968, le gouverneur de la Banque de France, Jacques Brunet, et les dirigeants de la Bundesbank, Karl Blessing et Otmar Emminger, réussirent à délimiter un terrain d'entente et même à répartir les taux de réajustement. Leur accord surprenant prévoyait – selon Emminger – un changement de parité simultané du franc et du mark: le premier devait être dévalué d'environ 5%, le deuxième réévalué dans une même proportion.³¹ Les responsables des deux banques centrales se faisaient fort de convaincre leurs gouvernements respectifs. Nous connaissons le résultat: ni les uns ni les autres ne devaient réussir dans la tentative qu'ils s'étaient proposée.³² En Allemagne, Blessing s'attirait

28. La tonalité de l'entretien avait été ébruitée par des instances allemandes. Cf. *Deutschmark über alles*, in: *Der Spiegel*, 02.12.1968, pp.111-116.

29. Blankenhorn (Londres) à Bonn, 20.11.1968, n°2321 (avec le compte rendu de l'entretien), in: AAPD 1968, n°385. Pour les récits rétrospectifs, cf. H. Blankenhorn, *Verständnis und Verständigung. Blätter eines politischen Tagebuchs 1949 bis 1979*, Propyläen, Francfort, 1980, pp.543-544; R. JENKINS, *A Life at the Centre*, Macmillan, London, 1991, pp.264-265; Johnson à Wilson, 19.11.1968, in: FRUS 1964-1968, vol.VIII, n°210.

30. Roy Jenkins avouera plus tard: «The central weakness of our position [...] was that sterling was also overvalued against the D-mark, although probably not by as much as the French franc, but we were resolved for political reasons not to correct this by a second devaluation within a year». R. JENKINS, op.cit., p.262. Wilson ne donne pas dans le détail. D'après lui, ce n'était pas la livre sterling qui était faible, mais «the Deutschmark was unnaturally strong». Cf. H. WILSON, *The Labour Government, 1964-1970. A Personal Record*, Weidenfeld and Nicolson, London, 1971, p.582.

31. O. EMMINGER, op.cit., pp.141-143. Cf. aussi la version d'un haut-fonctionnaire du Trésor britannique: A. CAIRNCROSS, *The Wilson Years. A Treasury Diary 1964-1969*, The Historians' Press, London, 1997, p.343.

32. Dans son message à Couve de Murville du 19 novembre, Kiesinger faisait une allusion à l'entretien des deux chefs de banques centrales à Bâle, le présentant comme un simple échange d'informations (BAK, B126, vol.51752).

même la critique immédiate d'avoir alimenté la spéculation puisque la position de la Bundesbank ne restait nullement confidentielle.

Pour ce qui était de la banque centrale allemande, cet échec fut cuisant. Partisans désormais déterminés de la réévaluation, ses dirigeants ne parvinrent pas à convaincre les responsables politiques. La réunion décisive avec les ministres concernés, convoquée par le chancelier pour le soir du 18 novembre, n'y changea rien, quand bien même les dirigeants de la Bundesbank pouvaient ajouter à leurs arguments la promesse d'une dévaluation du franc. Schiller et Strauß, unanimes, remportèrent la décision contre la réévaluation. Kiesinger, d'abord hésitant, mais peu au fait des questions économiques, suivit l'avis unanime de ses deux ministres.³³

Lors de cette même réunion du 18 novembre, le gouvernement allemand décida en revanche de prendre des mesures importantes qui devaient, selon ses intentions, remplacer la réévaluation: les exportations de biens furent chargées d'une taxe exceptionnelle de 4%, tandis que les taxes sur les importations furent allégées du même taux. Selon les estimations, ces mesures devaient réduire les excédents commerciaux de non moins de 30% environ. Accessoirement, afin de restreindre l'afflux de capitaux, l'ouverture de nouveaux dépôts bancaires étrangers fut soumise à autorisation.³⁴

Le raisonnement qui l'avait emporté était simple: tandis qu'une réévaluation aurait eu un caractère plus ou moins définitif, les mesures douanières et fiscales étaient d'un maniement souple puisqu'elles pouvaient être suspendues à tout moment. En plus, les produits agricoles – comme les services et les mouvements de capitaux – pouvaient être exclus du champ d'application, préservant ainsi le système des prix agricoles communs. Schiller justifiait la préférence pour les mesures fiscales en ajoutant l'argument qu'il fallait garder les mains libres face à la possibilité de mesures protectionnistes des voisins européens tout en se prémunissant contre une politique restrictive de la part du président américain nouvellement élu. L'idée que la future administration Nixon allait «durcir» la politique commerciale américaine correspondait en effet aux intentions publiquement annoncées.³⁵

Le tout était de savoir si la *Ersatzaufwertung* (réévaluation de rechange) pouvait être considérée comme suffisamment crédible et produire des effets rapides et durables. Le paradoxe était que les mesures en soi ne pouvaient avoir qu'un caractère passager, et n'être que le prélude, en cas de confirmation de la reprise économique allemande, à une réévaluation en bonne et due forme. Or, dans cette hypothèse, la spéculation en faveur d'un réajustement du taux de change n'avait aucune raison de

33. BAK, B136, vol.7410, Compte rendu de la réunion. Cf. aussi L. BRAWAND, *Wohin steuert die deutsche Wirtschaft?*, Kurt Desch, Munich, 1971, pp.50-51.

34. *Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung*, 26.11.1968, n°149, p.1306 (par la suite: *Bulletin*).

35. *Das haben wir wirklich nicht verdient* (interview), in: *Der Spiegel*, 25.11.1968, pp.36-39; D. STOLZE, *Was Nixon für Schiller bedeutet...*, in: *Die Zeit*, 15.11.1968.

s'arrêter. Dès le départ, des doutes sur l'efficacité des mesures fiscales étaient largement partagés des économistes allemands.³⁶

IV. Show down à la conférence du «Groupe des Dix»: Bonn, 20–22 novembre 1968

Au moment où le gouvernement allemand avait rejeté définitivement l'option de la réévaluation, la vague de spéculation sur le mark atteignit son apogée. Pendant les trois premières semaines du mois de novembre, la Bundesbank a dû absorber des devises étrangères pour un montant de près de 2,5 milliards de dollars, chiffre jamais enregistré jusqu'alors.³⁷ Une bonne partie de ces capitaux était d'origine française.

La décision de convoquer d'urgence une réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des Banques centrales du «Groupe des Dix» fut alors prise lors des entretiens, à Bonn, entre le gouvernement allemand et le ministre américain des Finances, Henry Fowler, durant l'après-midi du 19 novembre. Mis au courant des mesures fiscales du gouvernement allemand tard dans la soirée du 18, Fowler continua à insister sur la nécessité d'une réévaluation en bonne et due forme, tout au moins comme un élément central d'une solution plus large – en dehors du dollar, bien entendu.³⁸ Depuis deux ans déjà, la faiblesse du dollar et de la livre sterling avait mis l'ensemble du système monétaire à rude épreuve. Le déficit de la balance des paiements américaine et la diminution rapide des réserves d'or alimentaient des doutes sur le maintien de la parité dollar-or et sur le principe même de la convertibilité du dollar en or. Ce pilier du système de Bretton Woods avait déjà été mis à mal par l'instauration du double marché de l'or, en mars 1968.³⁹ A présent, il s'agissait pour Washington de tout mettre en œuvre pour empêcher la France de recourir de manière unilatérale à une forte dévaluation du franc, mesure susceptible d'entraîner dans son sillage la livre britannique, ensuite éventuellement le dollar, avec des conséquences

36. Interview avec H. Giersch, *Wer stabile Preise will, muss zur Aufwertung bereit sein*, in: *Der Spiegel*, 02.12.1968, pp.118-123.

37. *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank für das Jahr 1968*, p.39.

38. PAAA, B150, vol.141, Compte rendu de l'entretien auquel participaient notamment Kiesinger, Schiller et Strauß, 19.11.1968; Compte rendu de l'entretien entre Kiesinger, Brandt, Schiller, Strauß et Fowler, 18.11.1968, in: AAPD 1968, n°383; Résumé téléphonique de Fowler, in: FRUS 1964-1968, vol.VIII, n°209.

39. Sur cette mesure et les dilemmes de la politique américaine en 1967-1968, cf. F.J. GAVIN, *Gold, Dollars, and Power. The Politics of International Monetary Relations, 1958-1971*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, London, 2004, pp.165-185.

imprévisibles. Or, selon les estimations américaines, l'absence d'une réévaluation du mark d'au moins 10% rendrait la mesure française quasi inévitable.⁴⁰

Toutefois, Schiller – et avec lui, l'ensemble du gouvernement allemand – resta sur sa position en déclarant qu'une réévaluation unilatérale du mark ne résoudrait pas fondamentalement le problème des autres monnaies et laissa même entendre qu'à long terme un réajustement des taux de change devrait aussi inclure le dollar. Dans ces conditions, la convocation d'une conférence «au sommet» avait un sens fondamentalement différent pour les gouvernements américain et allemand: pour le premier, il s'agissait avant tout d'exercer une pression maximale afin que Bonn change enfin d'avis et consente à la réévaluation; pour le second, qui n'avait pas été demandeur, il s'agissait de défendre ses mesures et d'entériner éventuellement d'autres actions nationales et multilatérales.

Le hasard faisait qu'il revenait à Schiller, en sa qualité de président en exercice du «Groupe des Dix», de convoquer la réunion à Bonn.⁴¹ Sous la pression de la fuite accélérée de capitaux, on ne perdit guère de temps: l'ouverture des discussions devait avoir lieu 20 heures seulement après le lancement des invitations, à savoir, le mercredi 20 novembre 1968 à 17 heures. De toute évidence, ce délai ne permettait pas aux gouvernements participants de s'accorder ou de préparer des solutions concertées. Les marchés des devises, eux, étaient fermés pour le reste de la semaine, aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis.

Or, le jour même du lancement des invitations pour le 20 – c'est-à-dire le 19 novembre – le gouvernement allemand avait déjà publiquement abattu ses cartes en annonçant ses mesures pour remplacer la réévaluation.⁴² Rétrospectivement, force est de constater qu'il n'y avait guère pire manière d'aborder une conférence internationale. D'une part, on enlevait à la conférence une bonne partie de son intérêt, puisque le gouvernement allemand avait fait savoir qu'il ne changerait pas d'avis. D'autre part, il était désormais impossible de présenter les mesures allemandes comme le résultat d'une négociation globale, et plus précisément comme contrepartie d'une éventuelle dévaluation du franc. Du côté français, on pouvait alors avoir le sentiment que le seul enjeu réel de la conférence était de fixer les modalités et le taux de dévaluation du franc. Mais, en réalité, le gouvernement allemand allait découvrir que

40. Message du président Johnson, 18.11.1968, in: FRUS 1964-1968, vol. VIII, n°208; Message de Walt W. Rostow, conseiller spécial du président, à Fowler, 17.11.1968, ibidem, n°207. Pour les perceptions américaines et britanniques, cf. W.G. GRAY, 'Number One in Europe': *The Startling Emergence of the Deutsche Mark, 1968-1969*, in: *Central European History*, 39(2006), pp.56-78, ici: pp.64-65.

41. Le «Groupe des Dix» avait été constitué en 1963 par des pays qui étaient prêts à refinancer le Fonds monétaire international en cas de problème de liquidité. En faisaient partie les Etats-Unis, le Canada, le Japon, la Grande-Bretagne, la Suède et les pays de la Communauté européenne (la Belgique représentait aussi le Luxembourg), la Suisse ayant un statut d'observateur.

42. Cf. la déclaration du porte-parole du gouvernement, Günter Diehl, du 19 novembre, ainsi que l'interview de Schiller à la télévision allemande, le même jour, in: *Bulletin*, 22.11.1968, n°148, pp.1293-1294.

c'était d'abord de lui que la grande majorité des participants attendait des mesures concrètes et que la conférence allait mettre en évidence sa position très minoritaire.

Le compte rendu (américain) de la première journée des délibérations se lit comme une pièce de théâtre avec une distribution des rôles soigneusement ajustée:⁴³ Schiller, sûr de lui, défend longuement le maintien de la parité du mark, non sans faire quelques incursions dans le champ de la théorie économique. Fowler, le secrétaire américain, statue aussi fermement que, selon lui, les mesures de remplacement n'étaient pas «adequate to meet the situation», à savoir le déséquilibre fondamental de la balance des paiements. L'Américain emploie un ton décidé, sans pour autant mettre la partie allemande au pied du mur. Dans des rôles plus étriqués s'expriment le Britannique Roy Jenkins et le Français François-Xavier Ortoli (ainsi que le Belge Jean Snoy et d'Oppuers et le Néerlandais Hendrikus Witteveen), chacun demandant une action allemande plus énergique. Seuls l'Italien Emilio Colombo et le Suisse Edwin Stopper estiment que tout changement de parité devrait être écarté par principe afin de ne pas donner une prime à la spéculation.⁴⁴

Schiller n'avait pas tort de relever à la fin de la première journée que toute la discussion tournait uniquement autour du mark et qu'aucune délégation n'avait avancé de proposition concernant ses propres mesures éventuelles. Ortoli, en particulier, restait très en retrait, réservant la position française pour le moment où toutes les autres actions seraient connues. La réunion interne («caucus») des seuls pays membres de la CEE – pratique surprenante – ne changeait rien au statu quo. Tard dans la nuit, la conférence prenait alors acte du fait qu'une modification des parités – y compris de la livre sterling – n'était plus à l'ordre du jour. La deuxième journée allait être consacrée pour l'essentiel à la mise au point de mesures d'aides censées permettre à la France de résister aux spéculations et de limiter l'étendue d'une dévaluation probable.

Aussi le compte rendu que Schiller entendait faire quelques jours plus tard, au conseil des ministres allemand, distinguait-il assez correctement trois séquences de la conférence: une première phase marquée par une «pression massive» de la plupart des autres délégations en faveur d'une réévaluation du mark; une deuxième phase avec la discussion de l'option d'une dévaluation du franc et de son montant éventuel; en parallèle, et dans un troisième temps, la fixation des détails des facilités de crédit accordées à la France.⁴⁵

43. FRUS 1964-1968, vol.VIII, n°214.

44. Notons que la lire italienne était candidate plutôt à la réévaluation au regard des excédents de la balance des paiements. Toutefois, Colombo s'y refusait en arguant de la dégradation des comptes à venir. Rétrospectivement, Guido Carli, le gouverneur de la *Banca d'Italia*, critiquait la stratégie (surtout britannique) d'exiger l'effort d'ajustement avant tout aux pays à balance excédentaire: G. CARLI, *Cinquant'anni di vita italiana*, Laterza, Bari, 1993, pp.241-242.

45. BAK, B102, vol.51177, Sprechzettel für die Kabinettsitzung am 27.11.1968, 26.11.1968; *Kabinettsprotokolle der Bundesregierung 1968*, pp.464-468. Cf. aussi les notes de Claude Pierre-Brossolette, vice-gouverneur de la Banque de France, citées par H. JAMES, *International Monetary Cooperation since Bretton Woods*, Oxford University Press, New York, 1996, pp.194-195.

Si le refus de réévaluer le mark avait été réitéré de manière démonstrative par Schiller, au deuxième jour aussi par Strauß, le désaccord interne avec la Bundesbank était toujours patent. Son président Karl Blessing quittait même la réunion après que Schiller eut dénoncé son «accord» passé avec le gouverneur de la Banque de France. En pleine conférence des «Dix», Blessing s'en allait présider une réunion du conseil de la banque centrale à Francfort afin de se couvrir et pour réaffirmer son point de vue dissident.⁴⁶

Le jugement des banquiers centraux fut même, immédiatement, couché noir sur blanc et envoyé par télex à Bonn. La Bundesbank, pouvait-on y lire,

«considère les mesures fiscales prévues comme une solution de remplacement qui, certes, va dans la bonne direction, mais qui ne paraît pas adaptée pour mettre un terme aux troubles monétaires actuels».

Le ton employé était des plus secs. La mise au point de Francfort ne tardait pas à trouver le chemin des journaux.⁴⁷

En parallèle, à la table de la conférence des Dix, le cas de la France fut longuement discuté.⁴⁸ Ortoli évoquait un taux de dévaluation de l'ordre de 15% au cas où les mesures allemandes n'étaient pas renforcées. Fowler, Jenkins et tous les autres intervenants trouvaient ce montant très excessif, craignant pour la stabilité de l'ensemble du système. C'est alors que Schiller annonçait que les gouverneurs des banques centrales s'étaient mis d'accord sur la mise en place d'une ligne de crédit pour la France de 2 milliards de dollars, en complément des droits de tirage dans le cadre du Fonds monétaire international. Ortoli concédait que ce «paquet» fournissait une certaine chance à un «arrangement crédible».

Toutefois le ministre français restait jusqu'au bout évasif sur les mesures que son gouvernement pourrait prendre. Des contacts téléphoniques intermittents avec Couve de Murville n'apportèrent aucune clarification. Une dévaluation de 11,11% semblait correspondre à l'augmentation du prix de l'once d'or de 160 à 180 francs, chiffre avancé par le directeur du FMI, Pierre-Paul Schweitzer. Dans ses mémoires, Roy Jenkins prête à Ortoli ce propos alambiqué qui n'était pas destiné à lever l'ambiguïté:

«The French, he said, accepted the 11.11 per cent [...] but did so under protest, and as they were not allowed to devalue by more they might do so by less, or indeed not at all».⁴⁹

Faute de mieux, le communiqué final mettait en avant les mesures prises par le gouvernement allemand pour insister ensuite sur les nouvelles facilités de crédit des banques centrales pour la France.⁵⁰ Pour la première fois dans l'histoire des actions de stabilisation monétaire, le montant mis à la disposition par la RFA (625 millions

46. HA Buba, B330, vol.477/1, 277^e réunion du Zentralbankrat, 21.11.1968.

47. HA Buba, B330, vol.242, Blessing à Kiesinger, Schiller et Strauß, 21.11.1968; *Sturm auf die Mark*, in: *Der Spiegel*, 25.11.1968, pp.27-34.

48. Cf. les comptes rendus des réunions du 21 novembre in: FRUS 1964-1968, vol.VIII, n°216-219.

49. R. JENKINS, op.cit., p.269.

50. BAK, B102, vol.51177, Communiqué of the Ministers and Governors of the Group of Ten Meeting in Bonn, 20-22.11.1968; *Le Monde*, 24-25.11.1968.

de dollars) était le plus important, devançant celui des Etats-Unis (525 millions) et des autres contributeurs.⁵¹ À la fin de la conférence, les participants se séparèrent avec la ferme conviction que le gouvernement français allait changer la parité du franc, dès le retour du ministre des Finances à Paris et avant la fin du week-end. De même, les journaux paraissant le vendredi soir, 22 novembre, et encore ceux de l'après-midi du samedi, présentaient la dévaluation du franc comme un fait acquis.⁵²

Or, on le sait, de Gaulle allait en décider autrement. Dans une allocution radio-diffusée du 24 novembre, le président confirmait ce qui avait déjà été annoncé à l'issue du conseil des ministres, la veille au soir: la parité du franc serait maintenue. Ce sera par un plan de rigueur prévoyant de sévères coupes budgétaires, un contrôle des changes renforcé, le blocage des prix ainsi que des soutiens à l'exportation que le gouvernement français tentera de rétablir la situation économique.⁵³ En tous cas, celui qui avait voulu «rendre une monnaie à la France» ne marquera pas son mandat par une dévaluation. Auparavant, Raymond Barre, le vice-président de la Commission européenne, avait rassuré le général sur l'octroi du crédit des banques centrales même en cas de non-dévaluation. Parmi les arguments développés dans le même sens par Jean-Marcel Jeanneney, ministre d'Etat, se trouve celui selon lequel les hausses de prix et de salaires inévitables en Allemagne contribueraient à rétablir la compétitivité française. D'autres conseillers avaient fait valoir qu'un réajustement risquait de ne pas avoir d'effet durable sans application d'un plan d'ensemble.⁵⁴ Mais des mesures de «rigueur» sans ajustement monétaire (mais avec le prêt de 2 milliards de dollars), pouvaient-ils avoir de meilleures chances de réussir?

V. L'échec d'une conférence – bilan

Dans la presse allemande comme dans la presse internationale, l'extraordinaire conférence des Dix et son déroulement avaient suscité de vives réactions. Simplifié

51. Suivaient, dans l'ordre, l'Italie (200 millions de dollars), les autres pays européens avec chacun un montant de 100 millions ainsi que le Japon et la Banque des règlements internationaux avec chacun 50 millions de dollars.
52. «Briefing» de Fowler, après son retour à Washington, avec le président Johnson: «Memorandum for the Record», 23.11.1968, in: FRUS 1964-1968, vol. VIII, n°221. Cf. aussi l'article fameux de P. VIANSSON-PONTÉ, *Le régime dévalué*, in: *Le Monde*, 23.11.1968.
53. C. de GAULLE, *Discours et messages*, t.5: *Vers le terme, 1966-1969*, Plon, Paris, 1970, pp.354-357. Sans autre détour, de Gaulle impute «la crise monétaire traversée par la France» à la «secousse morale, économique et sociale» des mois de mai et juin.
54. R. BARRE, *Mémoire vivante. Entretien avec Jean-Michel Djian*, Flammarion, Paris, 2001, pp.96-101; J.-M. JEANNENEY, *Une Mémoire républicaine. Entretiens avec Jean Lacouture*, Seuil, Paris, 1997, p.255; M. Debré, *Gouverner autrement. Mémoires 1962-1970*, t.4, Albin Michel, Paris, 1993, p.324; E. KOCHER-MARBOEUF, *Le Patricien et le Général. Jean-Marcel Jeanneney et Charles de Gaulle 1958-1969*, Comité pour l'Histoire économique et financière de la France, Paris, 2003, pp.1039-1049; A. de LATTRE, *Servir aux Finances*, Comité pour l'Histoire économique et financière de la France, Paris, 1999, pp.223-225.

souvent à l'extrême, le thème des ajustements monétaires faisait pour la première fois son entrée dans la sphère publique européenne. La «une» du journal populaire allemand *Bild* du 23 novembre 1968: *Jetzt sind die Deutschen Nummer 1 in Europa* (Désormais, les Allemands sont n°1 en Europe) est souvent citée pour illustrer l'état d'esprit d'au moins une partie de l'opinion publique allemande, fière de la position de force que le mark aurait acquis. Mais contrairement à ce que laissaient entendre des sondages à l'époque, il y a fort à parier qu'une bonne majorité des Allemands ignorait tout ou presque des implications de la politique monétaire et des effets possibles d'une non-réévaluation ou d'une réévaluation. Cette dernière était simplement (et faussement) assimilée à un affaiblissement volontaire du mark.⁵⁵ Si plus de pédagogie avait été déployée, le changement de parité (à la hausse!) n'aurait sans doute pas suscité d'émotions aussi fortes, en dehors de certains cercles industriels ou d'agriculteurs directement concernés.

Dans la charge affective des enjeux, les médias britanniques et français n'étaient pas en reste. La monnaie et les relations monétaires semblaient faire vibrer une corde particulièrement sensible, comme s'il s'agissait d'un terrain où se mesurent et se déterminent, de façon directe et lisible, les forces et les faiblesses des Etats et de leurs économies. L'idée selon laquelle l'Allemagne prenait sa «revanche» ne devait plus disparaître, en pareille circonstance, des colonnes des commentateurs.⁵⁶

Plusieurs facteurs étaient alors à l'œuvre, à l'automne 1968, pour favoriser une brusque montée des tensions.

Habitée à ce que l'on ne touche pas aux taux de change fixes, l'opinion publique allemande était encline à considérer un changement de parité du mark comme une «manipulation» dans le seul but de rétablir la situation des monnaies faibles. Or, par contraste, la fuite des capitaux hors de France renvoyait manifestement d'abord à des causes internes françaises.

La conférence des Dix avait été particulièrement mal préparée, en partie sans doute par manque d'expérience dans la gestion multilatérale de crises monétaires. L'horizon des décideurs se trouvait largement limité au sort de leur seule monnaie nationale. Les conditions politiques n'étaient pas réunies pour un «réalignement» impliquant plusieurs monnaies, ce qui aurait probablement constitué la réponse adéquate à la crise. Il fallait attendre encore trois ans avant qu'une telle opération, incluant une déévaluation du dollar, ne soit entreprise.

Du côté des trois Alliés, on croyait manifestement trop facilement que Bonn, seul, n'allait pas résister à leurs sollicitations conjuguées, et cela d'autant moins qu'ils savaient les avis allemands partagés. Wilson avait une réaction aux relents de période révolue, tout en sollicitant en même temps le soutien actif de Bonn pour l'entrée de son pays dans la Communauté européenne! On peut toutefois constater qu'en public,

55. Selon une enquête de l'institut EMNID, 21% des sondés revendiquaient d'avoir une «idée précise» du terme «réévaluation du mark», 41% «une idée relativement précise». BAK, B102, vol.71982, Résultats transmis par Diehl, porte-parole du gouvernement, au chancelier, 11.02.1969.

56. R. DELCOUR, *La revanche*, in: *Le Monde*, 24-25.11.1968.

malgré les tensions internes, aucune déclaration officielle, ni de Paris ni de Londres et de Washington, ne s'en prenait directement à la ligne maintenue par le gouvernement de Bonn.

Si l'on peut penser que les dirigeants allemands, quelques années plus tôt, auraient cédé *in fine* aux injonctions des principaux alliés réunis, l'attitude assumée par Schiller reflétait en effet, malgré sa forte dimension personnelle, dans une certaine mesure la mutation du rôle que la RFA s'apprêtait à jouer sur la scène internationale au sortir des années 1960. Mais tout indique que Schiller se déterminait en priorité suivant des critères pragmatiques, en l'occurrence son interprétation de l'état de la conjoncture allemande et la nécessité d'assurer le meilleur équilibre possible entre la «croissance optimale» et la stabilité des prix et des coûts.⁵⁷ Il en est une autre question que son style égocentrique aux allures de «donneur de leçon» avait le don d'exaspérer facilement (presque tous) ses interlocuteurs.

Les évaluations établies au ministère allemand de l'Economie, au lendemain de la conférence des Dix, sont plutôt frappées du sceau de la myopie politique que d'un «chauvinisme» monétaire. Sans guère laisser entrevoir les dissensions considérables à peine surmontées, on relève d'abord que les mesures prises par Bonn avaient trouvé «le soutien plein et unanime» des pays partenaires qui les considéraient comme «une contribution essentielle à la stabilité du système monétaire et à l'équilibre des balances des paiements».⁵⁸

En comparaison, la tonalité des notes de l'Auswärtiges Amt (qui – rappelons-le – n'avait pu jouer aucun rôle lors dans la gestion de l'affaire) était plus nuancée. Certes, là aussi, on défendit a priori la ligne de fond, mais sans méconnaître le *novum* du «front commun» des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France contre la position de la RFA. C'était alors au niveau politique que Bonn s'employa à remettre les pendules à l'heure. En interne, Kiesinger se plaignait de ne pas avoir été alarmé à temps sur «l'hémorragie» monétaire française et qu'il aurait fallu «l'intervention massive» d'un côté tiers pour faire bouger les choses du côté allemand. Devant le Bundestag, le chancelier réfutait toutes les insinuations à propos d'un «rééquilibrage» politique en Europe.⁵⁹ Willy Brandt, pour sa part, martelait: «nous savons que l'on ne peut pas se porter bien tout seul, si tous les autres vont mal». Mais il dénonçait en même temps «le réveil d'instincts ataviques de méfiance en Europe» qui n'avaient plus de raison d'être. Et Brandt de saisir l'occasion d'insister sur «l'approfondisse-

57. Pour son bilan de la crise qui met l'accent sur la nécessaire réforme du système monétaire international, cf. K. SCHILLER, *Die internationale Währungslage nach der Bonner Konferenz der Zehnergruppe*, in: *Europa-Archiv*, 1(1969), pp.1-4.

58. BAK, B102, vol.51177, Sprechzettel [de Schiller] für die Kabinettsitzung, 26.11.1968; Vorgeschichte, Ablauf und Ergebnisse der internationalen Währungskonferenz des Zehner-Clubs in Bonn, 03.12.1968.

59. Bonner Währungskonferenz (Zehnergruppe) 20. bis 22.11.1968 [analyse détaillée de Berger], 25.11.1968; Kiesinger sur un entretien avec Brandt, 02.12.1968, in: AAPD 1968, n°389 et n°399; Discours au Bundestag, 26.11.1968, in: *Stenographische Berichte*, 5^e législature, pp.10615-10617.

ment» nécessaire de la politique communautaire, y compris en direction d'une «politique économique et monétaire commune». ⁶⁰

VI. Réajustements tardifs et relance des projets européens

Quant à l'évolution monétaire proprement dite, on sait que la crise du mois de novembre n'était en réalité que le premier acte d'une suite d'incidents dont l'année 1969 allait être jalonnée. Les lignes commençaient rapidement à bouger, et de manière surprenante. Schiller notait le chancelier Kiesinger le 4 décembre, aurait «admis» que «la réévaluation aurait été la meilleure solution», mais qu'il avait été «politiquement impossible à la faire admettre». ⁶¹ Devant l'inefficacité de plus en plus flagrante des mesures fiscales, Schiller se convertit plus clairement en partisan de la réévaluation du mark à partir de mars 1969. Tenu d'abord par la discipline gouvernementale à une certaine retenue, il réclama bientôt la réévaluation avec la même insistance avec laquelle il l'avait combattue quelques mois plus tôt. Sa demande très officielle, inscrite à l'ordre du jour du conseil des ministres du 9 mai 1969, de procéder «sans plus tarder» à un renchérissement du mark de 6,25% fut bloquée, après quatre heures de discussion, par la majorité du cabinet. ⁶² Le ministre des Finances Strauß, une fois de plus, faisait pencher le chancelier Kiesinger du côté d'une décision négative. L'insistance pressante de la direction de la Bundesbank qui énumérait les signes évidents de surchauffe en des termes dramatiques, n'y changeait rien. ⁶³

Pendant plusieurs mois, on assista alors à une querelle sans précédent autour de la juste parité du mark qui alla crescendo jusqu'aux nouvelles élections au Bundestag, fixées au 28 septembre 1969. L'obstination devait coûter cher aux chrétiens-démocrates qui apparaissaient de plus en plus comme les défenseurs d'intérêts particuliers, prisonniers de soucis électoralistes. Schiller, en revanche, utilisa habilement le débat public pour occuper le devant de la scène dans le rôle d'économiste moderne et compétent, réussissant ainsi à dépoussiérer l'image du SPD en matière économique. ⁶⁴ Si l'opinion publique avait toujours tendance à «sacraliser» le mark, la performance médiatique de Schiller finissait par la convaincre que le renchérissement du cours de la monnaie était dorénavant la meilleure réponse aux déséquilibres économiques et le moyen approprié pour contenir l'inflation. Le pouvoir d'achat se trouvait manifestement mieux défendu par la réévaluation que par le maintien de la parité!

60. Interview avec le *Südwestfunk*, in: *Bulletin*, 27.11.1968, n°150, pp.1313-1314 et 03.12.1968, n°154, pp.1352-1353; Discours au Bundestag, 29.11.1968, in: *Bulletin*, 30.11.1968, n°153, pp.1341-1343; Ambassade de France à Bonn, 04.12.1968, in: DDF 1968 II, n°431.

61. PAAA, B150, vol.142, Kiesinger, 04.12.1968.

62. BAK, B126, vol.51752, Kabinettsvorlage, Bundesminister für Wirtschaft, 09.05.1969; BAK, B136, vol.14832, Ergebnisprotokoll über die Sondersitzung der Bundesregierung am Freitag, dem 9. Mai 1969, 12.05.1969; PAAA, B52, vol. 582, Keine Aufwertung der D-Mark, 09.05.1969.

63. HA Buba, B330, vol.11825, Blessing à Kiesinger, 08.05.1969.

64. K. SCHÖNHOFEN, op.cit., pp.458-469.

Une fois le gouvernement du nouveau chancelier Brandt constitué et après une phase – inédite – de quatre semaines de «floating» par rapport au dollar, la réévaluation du mark (de 8,5%) fut finalement décidée le 24 octobre 1969.

Du côté français aussi, l'alternance politique avait offert l'occasion, quelques mois plus tôt, de repartir sur de nouvelles bases. La démission du général de Gaulle, fin avril 1969, avait été suivie d'un autre accès de faiblesse du franc et d'une nouvelle vague de fuites de capitaux, reproduisant le schéma du mois de novembre précédant.⁶⁵ Après les élections présidentielles, Georges Pompidou, n'hésita pas à assainir la situation par une dévaluation du franc de 11,1%, le 8 août 1969.

Les deux mesures – française et allemande – ont eu en commun d'avoir été déterminées et calibrées exclusivement au niveau national, tout en respectant à la lettre les exigences en matière de «consultations préalables» entre les Six: mais à la vérité, la convocation du Comité monétaire (à Luxembourg) une heure avant la réunion du conseil des ministres qui devait entériner la décision (en l'occurrence, dans le cas allemand), ne laissait guère du temps pour des échanges approfondis.⁶⁶ Sur le plan monétaire, les deux réajustements tardifs devaient assurer des conditions relativement stables, tout au moins jusqu'au printemps 1971, quand une autre «crise» allait sérieusement secouer l'ordre monétaire.

On sait que les considérations sur la nécessaire dimension monétaire de l'intégration européenne sont aussi anciennes – au moins – que les débuts du Marché commun. Jean Monnet fut un des premiers à soulever le sujet de la mise en place d'une coopération qualifiée en matière financière et monétaire dans le cadre des Six, en suggérant en particulier, dès 1959, des réunions régulières des ministres des Finances (avec la Commission), la libération des mouvements des capitaux, la coordination des politiques budgétaires et des politiques de crédit ainsi que la création d'un «fonds européen de réserve».⁶⁷ Dès lors, certains des grands enjeux avaient été posés. Si plusieurs réalisations institutionnelles ont vu le jour – après le Comité monétaire (1958), le Comité de politique conjoncturelle (1960), le Comité des gouverneurs des banques centrales et le Comité de politique budgétaire (1964) – et si l'octroi de crédits entre banques centrales en cas de crise semblait bien fonctionner, on était toujours très loin du véritable défi: l'harmonisation des politiques économiques, financières et budgétaires.⁶⁸ Constituait-elle un objectif réaliste et souhaitable? Dans quelle me-

65. Rapport de l'ambassadeur von Braun (Paris), in: AAPD 1969, n°140.

66. PAAA, B1, vol. 359, Note de Robert (Auswärtiges Amt), Abwertung des französischen Franc, 11.08.1968; PAAA, B52, vol.596, Meinungsaustausch über die Abwertung des Franc, 25.08.1969; BAK, B102, vol.84096, Kabinettsache, Planning minuté, 24.10.1969.

67. Cf., en particulier, les résolutions adoptées lors de la 7^e session du Comité d'action, les 19 et 20 novembre 1959, reproduites in: CENTRE DE RECHERCHES EUROPEENNES (éd.), *Recueil des communiqués et déclarations du Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe 1955-1965*, Lausanne, 1965, pp.79-84; G. BOSSUAT, *Jean Monnet et l'identité monétaire européenne*, in: G. BOSSUAT, A. WILKENS (éds), *Jean Monnet, l'Europe et les chemins de la Paix*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1999, pp.369-398.

68. A. BOTTEX, *La mise en place des institutions monétaires européennes (1957-1964)*, in: *Histoire, Economie et Société*, 18(1999), pp.753-774.

sure était-elle identifiée comme la condition incontournable d'une future politique monétaire commune?

Retenons ici que l'année 1968 constitue, pour cette discussion, une césure décisive. En cette année se croisent, plutôt par hasard, l'achèvement (anticipé) du désarmement douanier (au 1^{er} juillet) qui est, à son tour, à l'origine de certaines idées de relance et le début de l'effondrement de l'ordre monétaire de Bretton Woods. Après les difficultés de la livre sterling, la remise en cause de l'or et les incertitudes du dollar, c'est la crise monétaire du mois de novembre qui appelle des mesures de réforme et de meilleure gestion, tant au niveau international qu'au niveau européen. Les projets et les mémorandums se multiplient tout au long de l'année.

Le contexte général peu propice dans lequel la CEE était engluée en 1968/69 formait un contraste étonnant avec l'optimisme relatif qui sous-tendait les nouvelles initiatives en matière de coopération monétaire, développées en particulier par la Commission européenne. Si Raymond Barre avait présenté un premier et très court mémorandum dès le mois de février 1968, il est évident que la crise de novembre accélérât la cadence en légitimant ses propositions plus élaborées du 5 décembre 1968 et, enfin, le «plan Barre» du 12 février 1969. En tirant argument à la fois de la situation précaire de la Communauté en général et de l'expérience de la crise monétaire en particulier, le commissaire français entendait pleinement assumer les prérogatives de la Commission.⁶⁹ Dès son discours du 2 octobre 1968 devant le Parlement européen, Barre avait fait comprendre qu'une union économique européenne, voire une monnaie européenne, supposait «une stricte coordination des politiques conjoncturelles, monétaires et commerciales ainsi que la pleine liberté des mouvements des capitaux». En réalité, selon Barre, une union monétaire ne pourrait être que le «couronnement» de l'union économique.⁷⁰

Le véritable «plan Barre» de février 1969, en adoptant une approche volontairement prudente, constituait une première tentative de transposer ces idées directrices en procédures pratiques. L'initiative mettait en équation la nécessaire «convergence des orientations nationales à moyen terme» en matière de politique économique et la mise en place d'un «mécanisme communautaire» de soutien monétaire à court terme tout comme un concours financier à moyen terme.⁷¹ Le renforcement de la coordination des politiques économiques conditionnait ainsi «la mise en œuvre d'un mécanisme communautaire de coopération monétaire». De toute évidence, Barre s'essayait à une synthèse entre les conceptions françaises et allemandes.

69. PAAA, B52, vol.596, Compte rendu d'une réunion entre Barre et les représentants permanents, 06.12.1968.

70. *Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften*, septembre/octobre 1968, p.148; M. ULLMANN, *Marché commun: quitte ou double*, in: *L'Express*, 16.12.1968, pp.55-56.

71. *Bulletin des Communautés européennes*, 3(1969), pp.3-14. Sur le lien entre les initiatives de Barre et celles de son prédécesseur Robert Marjolin, cf. L. WARLOUZET, *Le choix de la CEE par la France. L'Europe économique en débat de Mendès France à de Gaulle (1955-1969)*, Comité pour l'Histoire économique et financière de la France, Paris, 2010, pp.400-415.

Sous ces auspices et à ces conditions, il n'était guère surprenant qu'au cours des discussions sur les propositions avancées par Barre qui allaient s'engager à partir du 2^e semestre 1968 et tout au long de l'année 1969, le gouvernement allemand, prenait – quant au fond – une position prudemment favorable. La nécessité d'une réforme de l'ordre monétaire international afin de mieux amortir les déséquilibres des balances des paiements était acquise. En même temps, le principe d'un système de taux de change fixe entre les partenaires européens n'était pas remis en question, parfois même qualifié d'«indispensable». L'objectif d'assurer en commun la stabilité des monnaies était au centre des préoccupations. Dans les débats européens le ministre allemand s'employait à faire pencher la balance en faveur d'un accord sur «une politique de stabilité concertée et expansive», objectif auquel son homologue Ortolí pensait toutefois ne pas pouvoir adhérer en raison des fortes augmentations des prix en France.⁷² Après la crise de novembre, lors du Conseil de Bruxelles du 12 décembre 1968, Schiller pointait la concordance entre le mémorandum de la Commission du 5 décembre et les grandes lignes des propositions allemandes du 27 septembre précédent. Une fois de plus, il insistait sur le lien étroit entre coopération monétaire et politique économique, tout en précisant:

«L'harmonisation entre les objectifs de la politique économique [des Etats membres] ne doit guère être parfaite, avant de pouvoir entamer l'amélioration de la coopération monétaire. Mais il est nécessaire d'établir une symétrie, une progression *pari passu* entre les deux domaines».⁷³

Au comité monétaire, Otmar Emminger – parmi les plus actifs – abondait dans le même sens, tout en nourrissant des doutes. Était-il réaliste d'attendre des partenaires qu'ils s'inspirent «de nos propres conceptions de stabilité»?⁷⁴

Si, au fil des réunions des divers comités communautaires, des divergences d'approche se manifestaient assez nettement entre ceux qui souhaitaient privilégier, pour le projet d'ensemble d'une union économique et monétaire, la réalisation d'une certaine convergence économique – en premier lieu les Allemands – et ceux qui, à l'instar des Français, souhaitaient mettre rapidement en place un soutien financier réciproque avec un minimum de contraintes, les discussions avaient une utilité certaine dans l'identification des problèmes et l'adaptation des argumentations.⁷⁵ D'autres délégations prenaient aussi position, sans toutefois vouloir précipiter les choses:

72. PAAA, B52, vol.612, Internationale Währungsordnung – Hintergründe der Krisenanfälligkeit und Grundzüge der Reformvorschläge, 03.01.1969; PAAA, B1, vol.333, Schiller à Kiesinger, 18.09.1968.

73. HA Buba, B330, vol.10851, Conseil des Communautés européennes (Conseil de la politique conjoncturelle), 12.12.1968.

74. HA Buba, B330, vol.10851, Revidierter Entwurf [de Emminger] eines Abschnitts für den Tätigkeitsbericht des Währungsausschusses. Beseitigung der Bandbreiten, 08.03.1969; HA Buba, N2, K578, Stichworte [de Emminger] zur Aufwertungsfrage, 08.05.1969. Cf. aussi O. EMMINGER, *Bilanz der Währungskrisen*, in: *Außenpolitik* 20, mars 1969, pp.135-147.

75. Sur ces discussions, voir E. BUSSIÈRE, *La France et les débats au sein du Comité monétaire à l'époque du Plan Werner, automne 1968-printemps 1971*, in: Comité pour l'Histoire économique et financière de la France, *Le rôle des ministères des Finances et de l'Economie dans la construction européenne (1957-1978)*, t.1, Paris, 2002, pp.351-373, ici: pp.352-367.

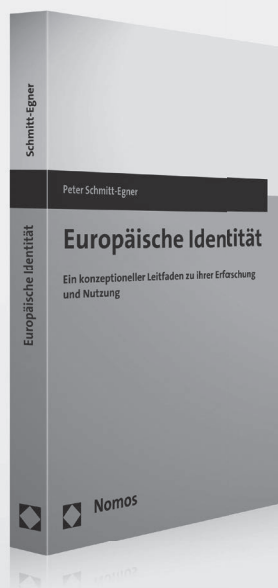
au niveau des représentants permanents, ce fut le délégué belge qui demanda que le mécanisme pour l'octroi de crédits à court terme par les banques centrales ne soit pas «automatique», tandis que le délégué italien souligna la nécessité d'assurer que le mécanisme communautaire soit «harmonieusement compatible» avec les dispositions internationales existantes.⁷⁶ Le 17 juillet 1969, dans la suite du «mémoire Barre», le Conseil parvint à entériner «de réelles avancées»: l'unanimité se faisait autour d'une résolution sur la nécessaire coordination des politiques économiques à court terme qu'imposerait «l'imbrication croissante des économies des pays membres».⁷⁷ Quelques mois plus tard, le 9 février 1970, l'accord des gouverneurs des banques centrales sur un système d'aide financière à court terme constituait un autre aboutissement partiel. En ce moment, au lendemain du sommet de La Haye, les discussions au sein du nouveau «Comité Werner» avaient déjà pris le relais, à la recherche d'un consensus sur des objectifs lointains.

L'importance de la crise de novembre 1968 réside d'abord dans le fait qu'elle faisait la démonstration éclatante de l'interdépendance des évolutions économiques et monétaires des pays industrialisés, tout en révélant l'absence de structures et de pratiques adéquates pour maîtriser les phénomènes résultant de l'intégration croissante des marchés. En revanche, la crise est loin d'être le révélateur d'une volonté de «puissance retrouvée» de l'Allemagne que d'aucuns voulaient y déceler à l'époque. À regarder les discussions internes allemandes de plus près, on découvre, à la place d'un processus clair et linéaire, un enchevêtrement d'argumentations où s'entremêlent différentes considérations conjoncturelles et monétaires avec des enjeux de politique intérieure, voire électoraliste. Autant on ne peut interpréter la pression relativement précoce du comité des «sages» et de la Bundesbank en faveur d'une réévaluation du mark ou la conversion, plus tardive, de Schiller comme motivées par des considérations «européennes», autant le refus réitéré des instances gouvernementales, en novembre 1968, n'était motivé par l'idée de «s'emparer des commandes de l'Europe». Les décisions furent prises selon des critères relevant de la politique économique et intérieure, en sous-estimant cependant les répercussions en politique extérieure. La crise agissait comme révélateur de la fragilité du système monétaire international existant et de l'urgence de nouvelles règles. En tous cas, dorénavant, les affaires monétaires ne devaient plus quitter la scène européenne. L'effort nécessaire pour rapprocher les intérêts et les pratiques des principaux partenaires devait toutefois se révéler beaucoup plus difficile et complexe que les acteurs n'avaient tendance à l'estimer au tournant des années 1960 et 1970. Et pourtant, le cœur du problème était déjà bien repéré: toute la difficulté consistait à imposer dans la réalité cette «progression *pari passu*» entre harmonisation économique et solidarité monétaire. Il en était déjà question en 1968, elle est plus que jamais au centre des débats européens de nos jours.

76. HA Buba, B330, vol.10851, Compte rendu de la 517^e réunion du Comité des représentants permanents du 17 juin 1969, télégramme du délégué allemand Boemcke, 18.06.1969.

77. PAAA, B52, vol.596, Compte rendu [de Sachs] de la 75^e séance du Conseil du 17 juillet 1969, 18.07.1969; «Entscheidung des Rates über die Koordinierung der kurzfristigen Wirtschaftspolitik der Mitgliedstaaten», 17.07.1969.

Europäische Identität



Europäische Identität

Ein konzeptioneller Leitfaden zu ihrer
Erforschung und Nutzung

Von Peter Schmitt-Egner

2012, 318 S., brosch., 49,- €

ISBN 978-3-8329-5229-7

Der Band verfolgt drei grundlegende Zielsetzungen: Zum einen will er einen Überblick zur multidisziplinären Identitätsforschung im Europäischen Kontext und ihren politisch-strategischen Implikationen geben. Darüber hinaus wird ein methodisch-analytischer Leitfaden zur empirischen Rekonstruktion eines europäischen Identitätskonzeptes entwickelt und zusätzlich wird dieses Konzept in einen politisch-strategischen Handlungs- und Anwendungszusammenhang gestellt, der eine Neuorientierung von Mittel und Ziel

gegenwärtiger und künftiger Integrationspraxis ermöglichen soll. Der konzeptionelle Leitfaden als Orientierungskompass zur Fragestellung, wie „Europäische Identität“ zu erforschen und zu nutzen sei, basiert daher auf fünf Diskursdimensionen: „Europäische Identität“ als politischer Entstehungszusammenhang, multidisziplinärer Begründungszusammenhang, empirischer Sachzusammenhang, multidimensionaler Handlungszusammenhang und integrationsstrategischer Verwendungszusammenhang.

Weitere Informationen:
www.nomos-shop.de/12104



Nomos